

Bruxelles, le 21.6.2017
C(2017) 4183 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 21.6.2017

relative à une affectation de fonds au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, en soutien à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 21.6.2017

relative à une affectation de fonds au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, en soutien à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 15,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme d'action triennal et la décision de financement de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique pour la période 2014-2016 par la décision C(2014) 4907 de la Commission du 15 juillet 2014.
- (2) L'objectif général poursuivi par la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)³ (ci-après l'«accord interne»), est de favoriser la paix, la stabilité et la sécurité en Afrique, afin de jeter les bases d'un développement durable à long terme. Cette facilité appuie la mise en œuvre du partenariat pour la paix et la sécurité dans le cadre de la stratégie commune Afrique-UE, adoptée le 9 décembre 2007 lors du deuxième sommet Afrique-UE de Lisbonne et reconfirmée par le deuxième plan d'action en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique adopté lors du troisième sommet Afrique-UE, qui s'est tenu à Tripoli les 29 et 30 novembre 2010.
- (3) Lors de sa 515^e réunion, qui s'est tenue le 13 juin 2015 à Johannesburg, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS de l'UA) a décidé du déploiement immédiat d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires au Burundi.
- (4) L'action intitulée «Soutien à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi» octroie une aide financière au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi. Le principal objectif de cette action est d'apporter une aide financière à la Commission de l'Union africaine (CUA) afin de permettre le déploiement de sa mission au Burundi.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

Le principal objectif de la mission de l'UA est de contribuer à améliorer la situation en matière de sécurité au Burundi et de soutenir l'UA dans ses efforts pour trouver une solution durable à la crise, au moyen de rapports réguliers de ladite mission au CPS de l'UA sur d'éventuelles violations des droits de l'homme, sur la mise en œuvre du processus de désarmement et sur la situation en matière de sécurité au Burundi.

- (5) Dans une note verbale du 7 octobre 2016, la CUA a demandé qu'un montant de 10 000 000 EUR provenant de l'enveloppe consacrée aux opérations de soutien de la paix de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique soit affecté pour soutenir la mission du 1^{er} novembre 2016 au 31 octobre 2017 et pour poursuivre ainsi l'aide déjà apportée par le mécanisme de réaction rapide de la facilité depuis le déploiement initial de la mission en juillet 2015 jusqu'au 31 octobre 2016. Le montant demandé est principalement destiné à couvrir les salaires et indemnités des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires ainsi que les frais de fonctionnement de la mission.
- (6) À la suite d'une évaluation positive par les services de la Commission et le Service européen pour l'action extérieure, le Comité politique et de sécurité du Conseil s'est accordé, le 10 janvier 2017, sur la pertinence politique de l'octroi du soutien demandé à hauteur de 10 000 000 EUR à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi pour la période comprise entre le 1^{er} novembre 2016 et le 31 octobre 2017.
- (7) Il convient donc d'accorder à la CUA un montant de 10 000 000 EUR au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique (enveloppe consacrée aux opérations de soutien de la paix). Comme le prévoit la décision de financement C(2014) 4907, une décision de la Commission est requise pour allouer des fonds à l'appui d'une nouvelle opération de soutien de la paix sous conduite africaine.
- (8) La Commission devrait confier des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à l'entité désignée à l'annexe de la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), et à l'article 60, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que cette entité garantit un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union européenne équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union européenne. La CUA a fait l'objet de l'évaluation prévue par le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Compte tenu des résultats de l'évaluation, qui n'ont pas été satisfaisants pour les piliers des marchés publics, de la comptabilité et de la subdélégation, l'ordonnateur compétent estime que, compte tenu de la coopération de longue date avec la CUA, des tâches d'exécution du budget peuvent être confiées à cette entité, sous réserve de la mise en œuvre des mesures correctives décrites au point 5.3.1 de l'annexe à la présente décision, qui doivent être incluses dans les conditions particulières de la convention de délégation.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323,

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

1. L'affectation de fonds au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, en soutien à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement, telle que présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

Annexe: Soutien à la mission des observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine au Burundi

2. Les mesures correctives décrites au point 5.3.1 de l'annexe à la présente décision sont approuvées afin de garantir une bonne gestion financière.

Article 2

Modes d'exécution

Les tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée à l'annexe de la présente décision, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments requis par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, sont indiqués dans l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 21.6.2017

Par la Commission
Neven Mimica
Membre de la Commission